

COMMUNE d'AUZANCES

9 rue de la Mairie

**Exécution d'ouvrage sur un domaine privé
avec occupation temporaire du domaine public**

ARRÊTE N° 118-2024

Nom et adresse du pétitionnaire : EIRL TERNAT

**Représentée M. Thomas TERNAT
8 bis rue de la Justice
23700 AUZANCES**

Le MAIRE DE LA COMMUNE d'AUZANCES

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière

VU l'arrêté du 24 Novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié et complété ;

VU l'instruction interministérielle de la signalisation routière (Livre I) approuvée par arrêtés interministériels du 08 avril 2002 et du 31 juillet 2002 ;

VU l'état des lieux ;

VU la demande en date du 10.09.24 présentée par l'EIRL TERNAT, représentée par M. Thomas TERNAT, souhaitant occuper une partie du domaine public de façon temporaire devant la parcelle cadastrée AD 135 à Auzances, pour des travaux de réfection du pignon de l'immeuble sis au 7 rue de la Mairie qui nécessitent le stationnement d'un véhicule et la mise en place d'une partie d'échafaudage,

CONSIDÉRANT que cette demande implique l'occupation d'une partie de l'espace public rue de la Mairie, devant la parcelle cadastrée AD 135 à Auzances, pour le stationnement d'un véhicule et le placement d'une partie de l'échafaudage de l'EIRL TERNAT qui réalise des travaux sur l'immeuble sis 7 rue de la Mairie.

A R R E T E :

Article 1er :

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans l'analyse ci-dessus de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des lois, codes et arrêtés cités ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

**Protection contre toutes chutes d'objets et matériaux sur le domaine public.
Balisage et sécurisation du lieu des travaux de jour et de nuit
Protection des piétons et des riverains.**

Article 2 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est conférée à compter du 10.09.2024 à 7h00 jusqu'à la fin des travaux. Elle est donnée à titre précaire et révocable sans indemnité.
A l'expiration de ce délai, **les lieux devront être remis en l'état initial, aux frais du pétitionnaire.**

Article 3 : Signalisation du chantier

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

Le bénéficiaire devra en outre respecter les dispositions particulières suivantes :

Signalisation temporaire de jour comme de nuit si nécessité.

Article 4 : Conditions financières

Néant

Article 5 : Délai d'exécution

La présente autorisation n'est valable que pour la durée précisée à l'article 2.

Article 6 : Autorisations diverses

Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir l'autorisation de raccordement aux réseaux auprès des concessionnaires ainsi que de l'Administration des P. et T., pour tous travaux au voisinage des câbles souterrains.

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le Code de l'Urbanisme, articles L 421-1 et suivants ou de déposer la déclaration de travaux exemptés de permis de construire.

Article 7 : Responsabilité

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- EIRL TERNAT
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Auzances.

Fait à AUZANCES, le 10 septembre 2024
Le Maire,

Françoise SIMON.



